ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D’ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D’ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l’Intérieur, le 2 octobre 1991, d’une demande d’avis sur un projet d’arrêté royal "déterminant les informations reprises dans les registres de la population et dans le registre des étrangers", a donné le 23 octobre 1991 l’avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 oktober 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister", heeft op 23 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

INTITULE.

Il convient de remplacer, dans le texte français, le mot "reprises" par le mot "mentionnées".

L'observation vaut également pour l'article 1er (phrase introductive) et l'article 2 (phrase introductive).

PREAMBULE.

1. L'arrêté visé à l'alinéa 3 ne constitue pas le fondement de l'arrêté en projet et n'est pas non plus modifié par celui-ci.

Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

2. L’alinéa 4 doit être omis comme étant superflu.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Observations générales.

1. Les catégories visées dans l’article 1er ne correspondent pas toujours à celles qui procèdent du droit privé ou du droit international (cfr. 5°, 6°, 7°, 9° et 10°).

Au surplus, la terminologie doit être uniformisée. Il n’y a, par exemple, pas lieu de distinguer entre "Belges" et "ressortissants belges".

2. En raison de leur caractère concret, certains éléments figurant dans le texte en projet n’ont pas leur place dans un texte réglementaire mais doivent faire l’objet d’une circulaire (cfr. 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10°, 12°, 22° et 24°).

3. L’article 1er étant présenté sous forme d’une énumération, celle-ci ne doit être interrompue par aucun élément incident.

Il ne peut comporter aucun élément entre parenthèses, surtout s'il s'agit du rappel de modifications apportées à des textes légaux ou réglementaires.

Enfin, toute loi ou tout arrêté cité dans l'article 1er doit l'être avec son intitulé complet.

Observations particulières.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Seules les informations suivantes, relatives aux Belges et aux étrangers, sont mentionnées aux registres de la population ou au registre des étrangers :".

Quant au 1°.

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"1° le nom et les prénoms et, à la demande expresse de l'intéressé, le pseudonyme;".

Conformément à l'observation générale n° 2, les indications non reproduites dans le texte proposé ci-dessus peuvent faire l'objet d'une circulaire.

Quant au 2°.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Quant au 3°.

Conformément à l'observation générale n° 2, le 3° doit être rédigé comme suit :

"3° le lieu et la date de naissance;".

Quant au 4°.

Compte tenu de l'observation générale n° 2, le texte devrait être rédigé comme suit :

"4° la résidence principale, en ce compris les modifications intervenues dans la situation de résidence et l'indication de la radiation en cas d'établissement à l'étranger;".

Quant au 5°.

Conformément aux observations générales n°s 1 et 2, l'ensemble du texte commençant par les mots "cette information" doit être omis.

La même observation vaut pour les 6°, 7°, 9° et 10°.

Quant au 8°.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"8° l'absence provisoire de nationalité ou de statut indiquée par les mots "nationalité indéterminée" ou "statut indéterminé;".

Quant au 12°.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"12° la profession, à l'exclusion de toute indication ayant trait à la spécialisation professionnelle, à l'employeur, à une profession ou une fonction complémentaire;".

Conformément à l'observation générale n° 2, les éléments qui n'ont pas été reproduits dans le texte proposé ci-dessus peuvent faire l'objet d'une circulaire.

Quant au 15°.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"15° les actes et décisions relatives à la capacité du majeur ainsi qu'à l'incapacité du mineur;".

Quant au 16°.

Il est fait référence à l'observation générale n° 3.

Le texte pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"16° la mention de la déclaration relative au choix du mode de sépulture, conformément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;".

Quant au 17°.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"17° la catégorie et le numéro du permis de conduire ou du titre qui en tient lieu et éventuellement la déchéance du droit de conduire et sa durée;".

Quant au 18°.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Quant au 19°.

Mieux vaudrait rédiger le texte comme suit :

"19° le numéro de la carte d'identité visée par la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou la nature et le numéro du document valant ... (la suite comme au projet);".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Quant au 20°.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Quant au 21°.

Conformément à l'observation générale n°3, il faut écrire : "en vertu de l'arrêté royal du 25 août 1954 subordonnant l'utilisation de la canne pour aveugles, dite "canne blanche", à l'octroi d'une autorisation spéciale".

Quant à la loi du 4 juillet 1991, elle n'est pas encore publiée.

Quant au 22°.

La phrase commençant par les mots "cette information" doit être omise en raison de l'observation générale n° 2.

La même observation vaut pour le 24°.

Quant au 23°.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"23° la déclaration relative à la transplantation d'organes et de tissus après le décès, conformément à l'arrêté royal du 30 octobre 1986 organisant le mode d'expression de la volonté du donneur d'ordre ou des personnes visées à l'article 10, § 2, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes;".

Quant au 26°.

Le texte devrait être scindé de la manière suivante :

"26° la mention de la catégorie prévue par l'article 95 du Code électoral;

27° la mention du fait qu'une personne n'est pas électeur et, le cas échéant, jusqu'à quelle date".

Quant au 27°.

De l’accord du fonctionnaire délégué, la disposition doit être insérée dans l’article 2.

Article 2.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Seules les informations suivantes, relatives aux étrangers, sont mentionnées aux registres de la population ou au registre des étrangers :".

Quant au 1°.

Il suffit d’écrire : "... attribué par l’Office des étrangers".

Quant au 2°.

Mieux vaudrait écrire : "... autres que ceux mentionnés à l’article 1er, 1°, et qui sont utilisés par l’étranger;".

Quant au 4°.

Mieux vaudrait écrire :

"4° l’indication du séjour limité à la durée des études;".

Quant au 5°.

Au début du texte, il faudrait écrire "l'indication ...".

Le texte commençant par les mots "cette information" doit être omis en raison de l'observation générale n° 2 faite au sujet de l'article 1er.

Quant au 8°.

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"8° la date de départ pour l'étranger et la date de retour en Belgique, en cas d'absence temporaire assortie d'un droit de retour;".

Quant au 9°.

La référence à l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 est insuffisante, en ce que cet article ne vise pas les documents relatifs au séjour et à l'établissement des étrangers.

Il appartiendra à l'auteur du projet de compléter le texte sur ce point afin que soient mentionnés ces documents particulièrement importants.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Quant au 13°.

Il est proposé d’écrire :

"13° l’indication éventuelle du numéro attribué par l’Office des étrangers au dossier des parents, du conjoint et des enfants;".

Article 3.

La division en paragraphes ne se justifie pas puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu’un alinéa.

Paragraphe 1er (devenant l’alinéa 1er).

Suivant le fonctionnaire délégué, c’est la date de l’enregistrement de l’information et de ses modifications et rectifications éventuelles qu’il convient de mentionner en marge de chaque information.

De l’accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est donc proposé :

"Chaque information visée aux articles 1er et 2 mentionne la date de son enregistrement. Toute modification ou rectification d'une information implique la mention d'une nouvelle date d'enregistrement".

Paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2).

1. Les décisions judiciaires ou administratives n'ayant pas, en général, de numéro, il convient de mentionner l'autorité qui a pris la décision et la date de celle-ci.

2. Dans la première phrase, il y a lieu d'omettre les mots entre parenthèses, en raison des observations générales n°s 2 et 3 faites au sujet de l'article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3).

1. Les mots "Sans préjudice des §§ 1er et 2" sont inutiles et doivent être omis.

2. L'expression "la structure des informations" n'est pas claire.

3. La rédaction suivante est proposée :

"Le Ministre de l’Intérieur détermine la présentation des informations et les modalités de leur tenue à jour".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

OPSCHRIFT.

In de Franse tekst behoort het woord "reprises" te worden vervangen door het woord "mentionnées".

De opmerking geldt eveneens voor artikel 1 (inleidende volzin) en voor artikel 2 (inleidende volzin).

AANHEF.

1. Het besluit genoemd in het derde lid levert geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en wordt er evenmin door gewijzigd.

Dit lid moet derhalve vervallen.

2. Het vierde lid moet als overbodig vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Algemene opmerkingen

1. De categorieën bedoeld in artikel 1 stemmen niet altijd overeen met die uit het privaatrecht of het internationaal recht (cf. 5°, 6°, 7°, 9° en 10°).

Bovendien moet de terminologie eenvormig worden gemaakt. Er is bijvoorbeeld geen reden om een onderscheid te maken tussen "Belgen" en "Belgische ingezetenen".

2. Sommige gegevens uit de ontworpen tekst zijn concreet en hebben hierom hun plaats niet in een verordeningstekst doch moeten in een circulaire worden opgenomen (cf. 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10°, 12°, 22° en 24°).

3. Artikel 1 laat zich aanzien als een opsomming en deze mag door niets anders worden onderbroken.

In het artikel mag niets tussen haakjes worden geplaatst, zeker niet wanneer wijzigingen in wets- of verordeningsteksten in herinnering worden gebracht.

Ten slotte moet iedere wet of ieder besluit waarnaar wordt verwezen in artikel 1, met het volledige opschrift worden vermeld.

Bijzondere opmerkingen.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Alleen de volgende informatie betreffende de Belgen en de vreemdelingen wordt opgenomen in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister :".

Wat 1° betreft.

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"1° de naam en voornamen en, op uitdrukkelijk verzoek van de betrokkene, het pseudoniem;".

Overeenkomstig algemene opmerking nr. 2, kunnen de aanwijzingen die niet in de hiervoren voorgestelde tekst zijn opgenomen, in een circulaire worden geformuleerd.

Wat 2° betreft.

Aan het slot schrijve men : "... een rechtzetting van de geboorteakte met zich heeft gebracht;".

Wat 3° betreft.

Overeenkomstig algemene opmerking nr. 2, moet 3° als volgt worden geredigeerd :

"3° de geboorteplaats en -datum;".

Wat 4° betreft.

Rekening houdend met de algemene opmerking nr. 2, zou de tekst als volgt moeten luiden :

"4° de hoofdverblijfplaats, met inbegrip van de veranderingen met betrekking tot het verblijf en de vermelding van de afvoering in het geval de vreemdeling zich in het buitenland heeft gevestigd;".

Wat 5° betreft.

Overeenkomstig de algemene opmerkingen nrs. 1 en 2, moet de tekst die begint met de woorden "deze informatie" in zijn geheel vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor 6°, 7°, 9° en 10°.

Wat 8° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"8° het voorlopige gemis van nationaliteit of van status aangegeven met de woorden "onbepaalde nationaliteit" of "onbepaalde status;".

Wat 12° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"12° het beroep, met uitzondering van iedere vermelding die betrekking heeft op de specialisatie, de werkgever, een nevenberoep of een bijkomende functie;".

Overeenkomstig algemene opmerking nr. 2, kunnen de gegevens die niet in de hiervoren voorgestelde tekst zijn opgenomen, in een circulaire worden vermeld.

Wat 15° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"15° de akten en beslissingen betreffende de bekwaamheid van de meerderjarige en de onbekwaamheid van de minderjarige;".

Wat 16° betreft.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 3.

De tekst zou eenvoudiger kunnen luiden als volgt :

"16° de vermelding van de verklaring betreffende de keuze van de wijze van begrafenis, overeenkomstig de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;".

Wat 17° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"17° de categorie en het nummer van het rijbewijs of van het bewijs dat als zodanig geldt en eventueel de vervallenverklaring van het recht om te besturen en de duur hiervan;".

Wat 18° betreft.

Men schrijve "met opgaaf van" in plaats van "met aanduiding van".

Wat 19° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"19° het nummer van de identiteitskaart bedoeld in de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of de aard en het nummer van het geldige document ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat "met opgaaf van" moet worden geschreven in plaats van "met aanduiding van").

Wat 20° betreft.

Men schrijve : "... de datum van afgifte van ..." in plaats van "de afgiftedatum van ...".

Wat 21° betreft.

Overeenkomstig de algemene opmerking nr. 3 schrijve men : "krachtens het koninklijk besluit van 25 augustus 1954 waarbij het gebruik van de witte stok, "blindenstok" genaamd, aan een voorafgaande machtiging wordt onderworpen".

De wet van 4 juli 1991 daarentegen is nog niet bekendgemaakt.

Wat 22° betreft.

De zin die begint met de woorden "deze informatie" moet vervallen wegens de algemene opmerking nr. 2.

Dezelfde opmerking geldt voor punt 24°.

Wat 23° betreft.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"23° de verklaring met betrekking tot de transplantatie van organen en weefsels na het overlijden, overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 oktober 1986 tot regeling van de wijze waarop de donor of de personen bedoeld in artikel 10, § 2, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen hun wil te kennen geven;".

Wat 26° betreft.

De tekst zou als volgt moeten worden opgesplitst :

"26° de vermelding van de categorie bepaald in artikel 95 van het Kieswetboek;

27° de vermelding van het feit dat een persoon geen kiezer is en, in voorkomend geval, tot welke datum".

Wat 27° betreft.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bepaling moet worden ingevoegd in artikel 2.

Artikel 2.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Alleen de volgende informatie betreffende de vreemdelingen wordt opgenomen in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister :".

Wat 1° betreft.

Het is voldoende te schrijven : "... toegekend door de Dienst Vreemdelingenzaken".

Wat 2° betreft.

Het zou beter zijn te schrijven : "... andere identiteitsgegevens dan die vermeld in artikel 1, 1°, en waarvan de vreemdeling gebruik maakt;".

Wat 4° betreft.

Het zou beter zijn te schrijven :

"4° de vermelding van het verblijf waarvan de duur beperkt is tot die van de schoolopleiding;".

Wat 5° betreft.

Aan het begin van de tekst schrijve men "de vermelding van het verblijf dat beperkt is wegens bijzondere omstandigheden of wegens de aard en de duur van de prestaties".

De tekst die begint met de woorden "deze informatie" moet vervallen gelet op de algemene opmerking nr. 2 in verband met artikel 1.

Wat 8° betreft.

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"8° de datum van vertrek naar het buitenland en de datum van terugkeer naar België in geval van tijdelijke afwezigheid met recht op terugkeer;".

Wat 9° betreft.

De verwijzing naar artikel 2 van de wet van 15 december 1980 is onvoldoende in zoverre in dit artikel geen gewag wordt gemaakt van de documenten betreffende het verblijf en de vestiging van vreemdelingen.

De indiener van het ontwerp zal de tekst op dit punt moeten aanvullen wil hij ervoor zorgen dat van die bijzonder belangrijke documenten melding wordt gemaakt.

Bovendien schrijve men "de referte" in plaats van "de referenties". Deze opmerking geldt voor 10°.

Wat 13° betreft.

Er wordt voorgesteld te schrijven :

"13° de eventuele vermelding van het nummer dat door de Dienst Vreemdelingenzaken is toegekend aan het dossier van de ouders, de echtgenoot en de kinderen;".

Artikel 3.

Er is geen reden voor een indeling in paragrafen daar deze telkens uit slechts één lid bestaan.

Paragraaf 1 (dat het eerste lid wordt).

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet hij iedere informatie telkens op de kant melding worden gemaakt van de datum waarop de informatie is geregistreerd en van de eventuele wijzigingen en rechtzettingen.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt dus de volgende tekst voorgesteld :

"Bij het registreren van iedere informatie bedoeld in de artikelen 1 en 2 wordt de datum hiervan vermeld. Bij iedere wijziging of rechtzetting van een informatie wordt de nieuwe registratiedatum vermeld".

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt).

1. Aangezien de rechterlijke of administratieve beslissingen doorgaans geen nummer dragen, moet de overheid die de beslissing heeft genomen samen met de datum hiervan worden vermeld.

2. In de eerste volzin moeten de woorden tussen haakjes vervallen om reden van de algemene opmerkingen nrs. 2 en 3 die over artikel 1 zijn gemaakt.

In de tweede zin schrijve men "administratieve" in plaats van "bestuurlijke".

Paragraaf 3 (die het derde lid wordt).

1. De woorden "Onverminderd de §§ 1 en 2" zijn overbodig en moeten vervallen.

2. De uitdrukking "de structuur van de informaties" is niet duidelijk.

3. Voorgesteld wordt te schrijven :

"De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt hoe de informatie wordt geordend en op welke wijze ze wordt bijgehouden".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.